L'Adresse—M. Lalonde

par le besoin d'un revenu plus considérable. C'est cette préoccupation en particulier qui a inspiré la mise sur pied du régime de revenu familial garanti; et nous avons l'intention de donner suite à cette préoccupation dans le programme législatif de la présente session. Les propositions viseront non seulement à satisfaire ce besoin pressant, mais aussi à assurer que le régime puisse devenir partie intégrante et logique de l'ensemble du régime de revenu garanti qui découlera de notre vaste révision.

Le quatrième principe se rattache intégralement au troisième, c'est-à-dire qu'il faut reconnaître que les provinces peuvent vouloir que les structures de la sécurité sociale varient suivant les besoins sociaux, les normes des revenus et le coût de la vie dans différentes collectivités.

Le Canada est un très vaste pays et les problèmes que certaines catégories de particuliers éprouvent pour répondre aux besoins sociaux varient souvent beaucoup. De telles différences s'enracinent dans les diverses conditions démographiques, géographiques, sociales et économiques dans lesquelles se trouvent les gens. Ces variations dans les circonstances de l'environnement immédiat des particuliers intéressent et inquiètent particulièrement les gouvernements provinciaux et municipaux. Par contre, nous nous sommes spécialement préoccupés à la Chambre—comme il le convient—des normes nationales. Qu'il soit réellement possible de prévoir des normes nationales en assurant des taux uniformes de prestations, voilà une question qui intéresse beaucoup les administrations provinciales et, je pense, la collectivité tout entière. Bien des preuves établissent que des prestations uniformes ne produisent pas nécessairement des effets uniformes sur le soulagement des besoins sociaux.

Il faut reconnaître, je crois, que le Parlement, malgré les excellentes mesures sociales qu'il a toujours adoptées, n'a encore pu trouver le moyen de faire varier les prestations de façon juste et équitable dans tous les cas. Ce paradoxe d'une uniformité sans égalité préoccupe depuis longtemps tous ceux qui participent à l'administration de la sécurité sociale. Depuis quelques années, les gouvernements provinciaux critiquent un régime national de sécurité sociale qui n'est pas intégré au niveau des bénéficiaires et qui ne tient pas suffisamment compte des ressources, des objectifs et des priorités des provinces. Pour résoudre les problèmes que poserait inéluctablement un conflit d'objectifs et de priorités à l'intérieur des régimes de sécurité de revenu, il semble qu'on ait besoin de mécanismes permettant de discuter à fond de ces questions avec les provinces, de façon que les corps législatifs provinciaux jouent un plus grand rôle quand il s'agit de déterminer les structures et les priorités à établir dans l'ensemble du programme de sécurité sociale.

• (1610)

Il ne s'agit pas, soit dit en passant, d'affaiblir la position du gouvernement fédéral dans ce domaine. Nous ne préconisons pas une solution qui ferait du gouvernement fédéral le simple percepteur d'impôts des provinces, parce que le gouvernement fédéral, voire le Parlement, n'y seraient pas favorables. Les députés ne se considèrent pas comme de simples représentants de leurs gouvernements provinciaux respectifs, car ils ont été élus directement par les citoyens du pays, afin de légiférer pour tout le pays, et ils ont qualité pour parler au nom de la population qu'ils représentent, tout autant que les législateurs provinciaux.

Des voix: Bravo!

[L'hon. M. Lalonde.]

L'hon. M. Lalonde: Si les provinces montrent un dixième autant de souplesse que le gouvernement fédéral dans ce domaine, si elles sont disposées à accueillir notre proposition dans le même esprit de compréhension dont nous faisons preuve à l'égard des leurs, prêtes à admettre que les députés ici se soucient tout autant du sort des défavorisés que les députés des assemblées législatives, je suis persuadé que nous réussirons à adapter les programmes aux exigences des différentes régions et à intégrer les programmes qui vont atténuer, sinon faire disparaître, les anomalies jugées inacceptables par tant de Canadiens.

[Français]

Le dernier principe découle de tout ce qui a été énoncé jusqu'ici. La révision du système de sécurité sociale du Canada doit être l'œuvre conjointe des gouvernements fédéral et provinciaux. On ne saurait, en dernier ressort, créer un système de sécurité sociale plus rationnel sans une mesure raisonnable d'accord entre les gouvernements du Canada et ceux des provinces. Il est superflu de signaler, je l'espère, que le caractère même de notre pays exige que notre système de sécurité sociale soit le fruit de concertations entre le gouvernement fédéral et les provinces. En effet, c'est l'inefficacité de nos efforts en ce sens qui, comme je l'ai mentionné plus haut, a sans aucun doute entraîné les contradictions que l'on constate aujourd'hui dans le régime de sécurité sociale du Canada, le Parlement et les assemblées législatives ayant naturellement tendance à légiférer seuls dans les champs qui sont de leur compétence constitutionnelle.

Donc, si les provinces sont d'accord, nous avons l'intention de réexaminer avec elles l'ensemble du système de sécurité sociale. Au cours des quelques dernières années, c'est ce que nous avons fait au sein du gouvernement du Canada pour ce qui est des programmes fédéraux, et je sais, par ailleurs, que de nombreuses provinces ont fait de même pour leurs propres programmes, mais le temps est venu de revoir ensemble le système de sécurité sociale dans son entier et d'élaborer ensemble une nouvelle conception englobant les principes qui, à notre avis, sont généralement acceptés par la population et les corps législatifs du Canada.

Il faut nous livrer à cet examen en tenant compte des autres mesures du gouvernement fédéral et des provinces. Un grand nombre de ces domaines connexes seront évidemment en cause. Il importe de ne pas perdre de vue la répercussion des politiques économiques générales sur la stimulation d'activités économiques et la création d'emplois. Nous devons aussi reconnaître la nécessité de recourir, à l'occasion, à des mesures particulières, en vue de créer des emplois dans les régions où le taux de chômage est le plus élevé. En effet, une des pierres angulaires de la politique de sécurité sociale, c'est d'assurer des emplois aux personnes aptes au travail.

Il est important, par conséquent, de saisir l'incidence des lois du salaire minimum sur les niveaux de sécurité sociale. Et cela ne veut pas dire que les niveaux de sécurité sociale doivent être reliés au salaire minimum, ou vice versa. Il s'agit plutôt de bien comprendre que...

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): A l'ordre. Je regrette de devoir interrompre l'honorable ministre, mais je dois l'avertir que le temps qui lui a été alloué est maintenant écoulé. A moins qu'il n'obtienne le consentement unanime, il ne pourra continuer ses remarques. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: Oui.